

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Cuba-refute-les-allegations-des-Etats-Unis-et-de-l-Union-Europeenne-a-l-ONU>

Cuba réfute les allégations des États-Unis et de l'Union Européenne à l'ONU

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : vendredi 29 octobre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La question des changements à Cuba est l'affaire des cubains et nous ne demanderons pas d'avis au gouvernement des États-Unis, a affirmé le ministre de l'île caribéenne, Bruno Rodríguez.

Lors d'une intervention, autorisée par le droit de réponse, devant l'Assemblée Générale, le ministre a signifié que « nous changerons tout ce qui doit être changé pour le bien des cubains, mais nous n'avons pas à demander d'avis au gouvernement des États-Unis ».

Nous avons librement choisi notre destin, c'est pour cela que nous avons fait une révolution. Les changements se feront souverainement, a-t-il ajouté en répondant à des délégués nord-américains et de l'Union Européenne (UE) au cours du débat portant sur une résolution qui condamne le blocus contre Cuba.

L'instauration d'un gouvernement pro-yankee à Cuba, voilà la seule chose qui conviendrait aux États-Unis, mais cela n'arrivera pas, a-t-il assuré.

Rodríguez a rappelé que le blocus est un acte de guerre économique et de génocide qui viole toutes les conventions en la matière, notamment celle de génocide.

Il a réfuté les allégations du représentant de Washington et a souligné que les raisons de Cuba ne sont pas des arguments idéologiques du passé et que le blocus est un vieil iceberg qui reste de la guerre froide.

« Il ne s'agit pas de rhétorique mais d'agression contre le peuple cubain », a-t-il condamné, en ajoutant que « si l'on voudrait aider ou soutenir le peuple cubain (comme l'avait signalé le fonctionnaire des États-Unis) la seule chose à faire serait de lever le blocus ».

Le ministre a énuméré une série de prétextes utilisés par Washington au fil du temps pour tenter de justifier l'isolement imposé contre Cuba, en partant de la supposée appartenance à l'axe sino-soviétique jusqu'à la manipulation sur les droits de l'homme.

Par la même occasion, il a réclamé aux autorités étatsuniennes de supprimer les mesures qui empêchent Cuba d'avancer en matière de télécommunications et de cesser le « racket des fonds cubains dans les banques nord-américaines ».

Supprimez les mesures drastiques qui restreignent l'accès des cubains à Internet, les restrictions des échanges universitaires, estudiantins, scientifiques et culturels, et permettez d'établir des accords entre ces institutions, a-t-il précisé.

Il a également réclamé à Washington qu'il réponde aux propositions de Cuba en ce qui concerne la lutte contre le narcotrafic, le terrorisme, le trafic de personnes et les catastrophes naturelles, ainsi que sur le courrier postal.

Le gouvernement des États-Unis a changé de personnes, mais le financement qui alimente la subversion à l'intérieur de Cuba est toujours le même, a-t-il affirmé en citant une autorité de ce pays qui a déclaré qu'une subvention de 15,6 millions de dollars avait été allouée à des individus présents sur le terrain à Cuba, c'est-à-dire à des mercenaires.

Cuba réfute les allégations des États-Unis et de l'Union Européenne à l'ONU

Il a fait, ensuite, référence aux cinq combattants antiterroristes cubains incarcérés dans des prisons nord-américaines et dénoncé que récemment l'un d'eux (Gerardo Hernández) avait été confiné, sans aucun motif, dans une cellule d'isolement sans soins médicaux.

Par contre, a-t-il fait remarquer, il y a des terroristes internationaux avoués comme Orlando Bosh et Luis Posada Carriles qui continuent à se promener librement à Miami et qui mènent une activité politique.

Ajoutant qu'« il y a des discussions sur les migrations, mais la manipulation politique de la migration se poursuit toujours avec la loi d'ajustement cubain et la politique des "pieds secs, pieds mouillés" ».

Le blocus est abusivement extraterritorial et nous sommes tous affectés. Ce n'est pas une affaire bilatérale, a insisté Rodríguez.

Au sujet de l'Union Européenne (UE), il a déclaré que « nous ne lui reconnaissons aucune autorité morale ni politique pour critiquer en matière de droits de l'homme ».

Sur ce point, il a invité l'UE à s'occuper de sa politique brutale anti-immigré, de l'expulsion des minorités, de la violente répression contre les manifestants et de l'augmentation de l'exclusion sociale des chômeurs et des secteurs qui rapportent moins.

Le ministre cubain a aussi critiqué le Parlement Européen, qui « sans aucune honte et de façon infâme se consacre à primer des agents sur le territoire de Cuba payés par le gouvernement des États-Unis.

Il est dit que la dénommée « position commune » est dépassée. Nous verrons, les faits le diront, mais l'UE rêve si elle croit pouvoir normaliser les relations avec Cuba tout en maintenant la dénommée position commune, a-t-il conclu.

Traduction : Esteban García

Nations Unies, 26 octobre 2010.

El Correo. Paris, le 29 de octubre de 2010.